



Protection Juridique

« Sur mesure » Indépendants et Firmes

Article 1

Quelles sont les personnes assurées ?

- Vous, indépendant ou entreprise, souscripteur du contrat ;
- Vos représentants légaux et statutaires ;
- Vos personnes en service. Par personnes en service, nous entendons : le(s) gérant(s) et les personnes qui sont sous l'autorité, la direction et la surveillance de l'employeur, c'est-à-dire les aidants, les collaborateurs et les employés plein-temps, mi-temps et temporaires, les volontaires, les stagiaires et les étudiants. Leur nombre moyen par année (volontaires, stagiaires et étudiants non inclus) ne peut jamais excéder le nombre indiqué dans l'attestation d'assurance.

Annuellement et au plus tard à l'échéance annuelle de la police, vous devez nous préciser le nombre exact des personnes en service.

Article 2

En quelle qualité êtes-vous assuré ?

2.1. Vous êtes assuré dans le cadre des activités professionnelles précisées sur l'attestation d'assurance et en tant que propriétaire et/ou occupant soit de votre siège social et d'une unité d'établissement, mentionnés sur l'attestation d'assurance, soit de deux unités d'établissement mentionnées sur l'attestation d'assurance. Vos futures unités d'établissement sont couvertes si elles remplacent une unité assurée. Les unités d'établissement supplémentaires sont assurées moyennant mention sur l'attestation et paiement d'une surprime.

2.2. Votre société de gestion est assurée moyennant mention sur l'attestation et paiement éventuel d'une surprime.

2.3 Vos représentants légaux et statutaires, sauf s'il s'agit de personnes morales, sont assurés lorsqu'ils sont personnellement mis en cause en raison des fonctions qu'ils assument dans l'entreprise. Si ces représentants légaux et statutaires sont des personnes morales, ils ne sont assurés que moyennant mention sur l'attestation et paiement éventuel d'une surprime.

2.4. Vos personnes en service sont couvertes dans le cadre de leurs activités professionnelles pour votre compte, et ceci pour les risques suivants : recours civil (art. 4.1.), défense pénale (art.4.2.), défense disciplinaire (art.4.3.), défense civile (art. 4.4.), insolvabilité des tiers (art. 4.8.), caution pénale (art.4.9.), avance de fonds sur indemnités (art.4.10) et avance de la franchise des polices R.C. (art.4.11.).

Article 3

Quelles sont les garanties assurées, les extensions de garantie et les garanties facultatives ?

La couverture de base comprend :

1) les garanties suivantes :

- le recours civil ;
- la défense pénale ;
- la défense disciplinaire ;
- la défense civile ;
- les litiges contractuels avec l'assureur R.C. exploitation ;
- le concours de responsabilités contractuelle et extracontractuelle.

2) les extensions de garantie suivantes :

- le Service Box ;
- l'insolvabilité des tiers ;
- la caution pénale ;
- l'avance de fonds sur indemnités ;
- l'avance de la franchise des polices R.C. ;
- l'état des lieux préalable.

Moyennant paiement de la ou des surprime(s) et mention sur l'attestation d'assurance, les garanties facultatives suivantes sont assurées :

- le droit du travail et le droit social ;
- le droit administratif ;
- le droit fiscal ;
- la Protection Juridique après incendie ;
- location ;
- les contrats généraux.

Article 4

Qu'assurons-nous et qu'entendons-nous par garanties assurées et extensions de garantie ?

4.1. Recours civil

Notre assistance juridique vous est acquise pour les actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extracontractuelle.

4.2. Défense pénale

- En matière pénale, notre assistance vous est acquise lorsque vous êtes poursuivi pour infraction aux lois, arrêtés, décrets ou règlements, résultant d'omission, d'imprudence, de négligence ou de fait involontaire. Vous bénéficiez d'un recours en grâce par sinistre si vous avez été condamné à



Protection Juridique

« Sur mesure » Indépendants et Firmes

une peine privative de liberté. Par dérogation à l'article 10.2. des conditions générales, nous couvrons la désignation d'un mandataire ad hoc sur base de l'art. 2bis des dispositions préliminaires du code d'instruction criminelle.

- Pour les délits intentionnels, notre garantie vous sera accordée lorsque vous êtes poursuivi et la décision judiciaire passée en force de chose jugée vous acquitte ou si vous bénéficiez d'un non-lieu en raison de l'absence d'éléments constitutifs de l'infraction ou en raison d'un défaut de preuves. Il n'y a pas de couverture en cas de non-lieu en raison de la prescription ou d'une faute procédurale.
- Notre garantie n'est pas accordée en cas de crimes ou de crimes correctionnalisés, même en cas d'acquiescement ou d'un non-lieu.

4.3. Défense disciplinaire

Notre assistance juridique comprend la défense de vos intérêts civils devant un organisme disciplinaire (Ordre, Institut, ...) établi par une loi ou un règlement.

4.4. Défense civile

Lorsque vous faites l'objet d'une demande d'indemnisation basée sur une responsabilité extracontractuelle nous intervenons à titre supplétif à la défense civile des assurances de responsabilité civile.

4.5. Litiges contractuels avec l'assureur R.C. exploitation

Nous vous apportons notre assistance juridique lorsque survient un litige contractuel avec votre assureur R.C. exploitation.

4.6. Concours de responsabilités contractuelle et extracontractuelle

Lorsque survient un concours de responsabilités, nous intervenons en votre faveur dans les mêmes circonstances que si le dommage était survenu en l'absence de contrat. Notre intervention vous est également acquise lorsque le tiers responsable a commis une infraction pénale.

4.7. Service Box

Nous vous accordons, au sein de notre propre service juridique, une assistance juridique à titre préventif, un avis juridique ou une vérification des documents que vous nous soumettez (contrats, accords), sans faire appel à un expert externe. Au cas où nous estimons que la désignation de celui-ci est inévitable et/ou opportune, nous vous aidons dans le choix d'un expert externe. Vous avez toujours le libre choix de cet expert. Ses frais et honoraires sont à votre charge.

Les questions doivent concerner une garantie assurée, dans les limites de la police souscrite.

Ce service ne vaut pas pour des avis juridiques concernant l'optimisation fiscale, la gestion de patrimoine ou la rédaction de votre déclaration fiscale.

4.8. Insolvabilité des tiers

Si, en cas d'insolvabilité du tiers responsable identifié, vous ne parvenez pas à récupérer, même par exécution forcée, l'indemnité qui vous a été allouée par un tribunal sur la base de la responsabilité extracontractuelle dudit tiers, nous vous payons cette indemnité qui ne pourra excéder, par sinistre, le montant stipulé à l'article 9. Si vous êtes victime d'une infraction contre la foi publique, d'une atteinte portée à l'honneur, d'un vol ou extorsion, d'une tentative de vol ou extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence ou de vandalisme, cette garantie n'est pas acquise. Nous ferons cependant le nécessaire pour introduire et pour défendre votre dossier auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

4.9. Caution pénale

Si, suite à un accident couvert par le présent contrat, l'assuré est détenu préventivement et si une caution est exigée pour sa remise en liberté, nous garantirons le plus tôt possible notre caution personnelle ou déposerons la caution au plus vite si cela est requis. Si l'assuré l'a payée lui-même, nous la remplacerons par notre caution. Dès que le cautionnement est libéré, l'assuré doit remplir toutes les formalités qui lui incombent pour obtenir le remboursement du montant de la caution qui nous revient. Lorsque la caution déposée par la D.A.S. est saisie ou est utilisée totalement ou partiellement pour le paiement d'une amende ou d'une transaction pénale, l'assuré est tenu au remboursement de notre caution dès sa première demande.

4.10. Avance de fonds sur indemnités

Nous nous engageons à avancer les indemnités vous revenant lorsque vous êtes victime d'un accident si l'entière responsabilité du tiers identifié est établie de manière incontestable et l'assureur de responsabilité de ce tiers a confirmé son intervention. Dans ce cas, nous avançons l'indemnité qui est établie de manière incontestable, conformément au droit applicable.

- En ce qui concerne le dommage matériel, seul est pris en compte le dommage principal (à l'exclusion des intérêts ou de tout autre dommage complémentaire) constaté par expertise.
- En ce qui concerne le dommage corporel, l'indemnité sera avancée au moment où nous aurons été mis en possession de la quittance d'indemnité de la partie adverse.

Nous n'intervenons cependant pas en cas de vol, tentative de vol, effraction, violence ou vandalisme. Après paiement en votre faveur, nous sommes subrogés dans vos droits à l'égard du tiers responsable et de son assureur. S'il n'y a aucune possibilité de récupérer les fonds avancés ou si l'avance des fonds a été faite indûment, nous sommes en droit de vous en demander le remboursement.



Protection Juridique

« Sur mesure » Indépendants et Firmes

4.11. Avance de la franchise des polices R.C.

Nous procédons à l'avance du montant de la franchise de la police d'assurance de responsabilité civile du tiers identifié, pour autant que l'entière responsabilité de ce dernier ait été établie de manière incontestable et que son assureur nous ait confirmé son intervention pour le paiement du principal. Si ce tiers vous verse le montant de la franchise, vous êtes tenu de nous en informer et de nous en rembourser immédiatement le montant. En vous avançant le montant de la franchise, nous nous retrouvons automatiquement subrogés dans vos droits pour réclamer ce montant au tiers responsable.

4.12. État des lieux préalable

En cas de travaux privés ou publics pour lesquels une autorisation administrative est exigée et qui sont exécutés, à proximité du bien assuré conformément à l'article 2, par un tiers avec lequel il n'existe aucun lien contractuel, nous prenons en charge un état des lieux contradictoire si ces travaux peuvent occasionner un dommage. L'intervention maximale pour cette extension de garantie s'élève à 500 EUR et ces frais sont imputés sur le montant maximum d'intervention prévu pour la garantie recours civil (art. 4.1.).

Garanties facultatives

4.13. Droit du travail et droit social

Notre assistance juridique vous est acquise pour la défense de vos intérêts lors de litiges qui relèvent, en droit belge, de la compétence des juridictions du travail.

4.14. Droit administratif

Notre assistance juridique vous est acquise pour tout litige avec les autorités administratives (à l'exclusion des litiges qui tombent sous l'article 4.15) et pour tout litige qui relève de la compétence d'un collège administratif. Si plusieurs personnes, dont des non-assurés à la D.A.S., introduisent un recours contre une même décision administrative, nous intervenons proportionnellement dans les frais mis à charge de nos assurés mais seulement à concurrence du montant maximum correspondant au plafond d'intervention par cas d'assurance prévu à l'article 9.

4.15. Droit fiscal

Notre assistance juridique vous est acquise pour :

- la défense de vos intérêts dans une procédure judiciaire lors de litiges avec l'administration des contributions directes. Notre assistance vous est acquise à partir de l'année des revenus qui suit l'année de souscription de cette garantie ;
- la défense de vos intérêts lors de tout litige relatif aux taxes régionales, provinciales ou communales.

4.16. Protection Juridique Après incendie

- Notre assistance juridique comprend la défense de vos intérêts juridiques découlant des contrats d'assurance

« incendie et risques divers » (vol, dégâts des eaux, tempête, grêle, ...) concernant l'(les) immeuble(s) - avec contenu-mentionné(s) sur l'attestation d'assurance conformément à l'article 2. et où vous exercez vos activités professionnelles.

- En cas de risque couvert par vos contrats d'assurance « incendie et risques divers » et s'il s'avère par la suite que le dommage n'est pas couvert selon les conditions des contrats d'assurance « incendie et risques divers », nous prenons à notre charge les frais de recherche pour autant que nous ayons été mis préalablement au courant et que nous ayons donné préalablement notre accord.
- Par dérogation à l'article 9.3. de nos conditions générales, nous prenons en compte les catastrophes naturelles.
- Par dérogation à l'article 3 de nos conditions générales, nous mandats à nos frais, dès votre demande, un contre-expert pour autant que l'objet du litige soit supérieur à 5 000 EUR. Si l'enjeu est inférieur à 5 000 EUR, et en cas de nécessité, nous pouvons mandater un contre-expert après concertation avec nos services.
- La prime est calculée en fonction de tous les contrats « incendie et risques divers » souscrits, y compris le risque pertes d'exploitation après incendie pour autant qu'il soit calculé dans la prime. Une augmentation de prime de ces contrats de minimum 10% doit nous être signalée pour le calcul de notre prime. À défaut, nous interviendrons en cas de sinistre sur la base de la règle proportionnelle. La prime est automatiquement adaptée à l'échéance annuelle selon l'indice ABEX.

4.17. Location

Notre assistance juridique vous est acquise pour la défense de vos intérêts dans le cadre d'un contrat de location ou de bail portant sur le(s) bien(s) immobilier(s) (et son contenu) mentionné(s) sur l'attestation d'assurance conformément à l'art.2 et où vous exercez, en tant que locataire, vos activités professionnelles.

4.18. Contrats d'assurances

Notre assistance juridique comprend la défense de vos intérêts dans le cadre de contrats d'assurance, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 4.16.

4.19. Contrats généraux

- Notre assistance juridique vous est acquise pour la défense de vos intérêts dans le cadre de contrats soumis au droit des obligations à l'exclusion des matières traitées aux art 4.5, 4.13., 4.16. et 4.17.
- Par dérogation à l'article 7 de nos conditions générales, la déclaration du sinistre doit être faite endéans une période de six mois.
- En cas de contestation de facture, notre intervention est acquise à condition que vous ayez contesté en temps utile la



Protection Juridique

« Sur mesure » Indépendants et Firmes

facture lors de sa réception et pour autant que le défaut de paiement soit raisonnable et (techniquement et objectivement) fondé.

Article 5

Quelles sont les exclusions ?

Outre les exclusions générales contenues dans nos conditions générales (art.9) et compte tenu des particularités précisées à l'article 4 ci-dessus, sont exclus les cas d'assurance en relation avec :

- 5.1. la défense de vos intérêts en qualité de conducteur, détenteur ou propriétaire de véhicules. Sont considérés comme véhicules : tous les engins automoteurs se déplaçant sur terre, sur eau ou dans l'air, ainsi que les remorques/caravanes de plus de 750kg. Les engins de chantier qui ne sont pas soumis à l'assurance R.C. Véhicules obligatoire et qui ne doivent pas être inscrits sont assurés ;
- 5.2. les fautes lourdes. Conformément à l'article 62 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, nous considérons, dans le chef de l'assuré, les faits suivants comme fautes lourdes pour lesquelles nous n'accordons pas notre couverture : coups et blessures volontaires, fraude et/ou escroquerie, vol, violence, agression, vandalisme, défaut non-fondé de paiement ;
- 5.3. votre défense civile lorsque vous faites l'objet d'une demande en réparation fondée sur une responsabilité extra-contractuelle et qu'un assureur de responsabilité prend ou devrait prendre à sa charge cette défense pour autant qu'il n'existe pas un conflit d'intérêts avec cet assureur. Nous n'intervenons pas si une assurance R.C. n'a pas été souscrite alors qu'elle aurait pu l'être, ou si l'assureur R.C. concerné a suspendu ses garanties pour défaut de paiement de prime. Il en est de même pour toute demande en réparation dont le dommage est inférieur ou égal à la franchise prévue dans la police d'assurance de responsabilité ;
- 5.4. les biens immobiliers autres que ceux assurés conformément à l'article 2 ;
- 5.5. le droit réel, dont la copropriété et les servitudes (comme par ex. : mitoyenneté, bornage, fonds enclavé, passage, distance entre constructions, jours et vues, etc.), les privilèges et hypothèques ;
- 5.6. les droits intellectuels (entre autres les brevets d'invention, droits d'auteur et marques déposées) ;
- 5.7. les impôts ou autres contributions légales (par ex. : T.V.A., douanes et accises), à l'exception des matières reprises à l'article 4.15. ;
- 5.8. les placements, la détention de parts sociales ou autres participations ;
- 5.9. les litiges en matière de caution, à l'exception de

l'application de la garantie caution pénale (art.4.9.), l'aval et la reprise de dettes ;

- 5.10. une procédure de faillite, de liquidation ou de réorganisation judiciaire (P.R.J.) ouverte contre vous ;
- 5.11. la concurrence, la législation sur les prix et les pratiques de commerce ;
- 5.12. les litiges en relation avec la vie privée (y compris une habitation privée faisant partie de votre siège social et/ou d'exploitation).

Article 6

Quelle est l'étendue territoriale de notre garantie ?

- En matière de recours civil (art. 4.1.), de défense pénale (art.4.2.), de défense disciplinaire (art.4.3.), de défense civile (art.4.4.), d'insolvabilité des tiers (art.4.8.), de caution pénale (art.4.9.), d'avance de fonds sur indemnités (art.4.10.), d'avance de franchise des polices R.C. (art.4.11.), notre garantie couvre le monde entier.
- En matière de litiges de contractuels avec l'assureur R.C. exploitation (art. 4.5.), de concours de responsabilités contractuelle et extracontractuelle (art.4.6.), de Protection Juridique après incendie (art.4.16.), de contrats d'assurance (art. 4.18) et de contrats généraux (art.4.19.), notre garantie est accordée pour les cas d'assurance survenus en Europe ou dans les pays bordant la mer Méditerranée.
- Pour les autres matières et extensions de garantie, notre garantie est accordée pour autant que les tribunaux belges soient compétents et pour autant que le droit belge soit applicable.

Article 7

Quels sont les délais d'attente ?

Les cas d'assurances en relation avec les garanties reprises ci-dessous sont couverts pour autant qu'ils trouvent leurs origines après l'expiration des délais d'attente. Pour tous les cas d'assurance en matière de :

- 7.1. litige contractuel avec l'assureur R.C. exploitation (art.4.5.), concours de responsabilités contractuelle et extracontractuelle (art.4.6.), location (art.4.17.), contrats d'assurance (art. 4.18) et contrats généraux (art.4.19.) : le délai d'attente est de 3 mois à dater de la prise d'effet de ces garanties ;
- 7.2. droit du travail et droit social (art.4.13.) : le délai d'attente est de 3 mois à dater de la prise d'effet de cette garantie sauf en ce qui concerne les litiges avec les personnes en service (conformément à l'article 1) pour lesquels le délai d'attente est de 12 mois. Pendant ce délai d'attente supplémentaire de 9 mois, vous bénéficierez néanmoins du soutien de notre service



Protection Juridique

« Sur mesure » Indépendants et Firmes

juridique dans le cadre d'un règlement amiable ;
 7.3. droit administratif (art.4.14.) : le délai d'attente est de 12 mois à dater de la prise d'effet de cette garantie ;
 7.4. droit fiscal (art.4.15.) : le délai d'attente est de 12 mois à dater de la prise d'effet de cette garantie, sauf pour les cas de conflits avec l'administration des contributions directes pour lesquels notre assistance vous est acquise à partir de l'année des revenus qui suit l'année de la date de souscription du présent contrat.

Article 8

Continuité du risque

Si vous mettez fin à votre police en raison de l'arrêt ou de la cession de vos activités, nous accordons notre couverture pendant une période de 5 ans après la fin de la police, pour les sinistres entrant dans les garanties assurées qui se produisent après la résiliation de la police mais trouvent leur origine pendant la durée de votre police.

Article 9 :

Quelles sont les interventions maximales et quel est le minimum litigieux par cas d'assurance :

Art. 9.1

Garanties assurées	Minium litigieux*	Intervention Maximale (hors T.V.A.)**	Franchise réelle (Art. 9.2) (option)
1. Recours civil		100 000 EUR	
2. Défense pénale		100 000 EUR	
3. Défense disciplinaire		50 000 EUR	
4. Défense civil	Article 5.3	100 000 EUR	
5. Contrats R.C. exploitation	1 000 EUR	20 000 EUR	750 EUR
6. Concours de responsabilités contractuelle et extracontractuelle	1 000 EUR	20 000 EUR	
7. Service Box		Pas de frais externes	
8. Insolvabilité des tiers	1 000 EUR	25 000 EUR	
9. Caution pénale		25 000 EUR	
10. Avance de fonds sur indemnités		25 000 EUR	
11. Avance de la franchise des polices R.C.		25 000 EUR	
12. Etat des lieux préalable		500 EUR	
13. Droit du travail et Droit social	1 000 EUR	15 000 EUR	750 EUR
14. Droit administratif	1 000 EUR	20 000 EUR	750 EUR
15. Droit fiscal	1 000 EUR	20 000 EUR	750 EUR
16. Après incendie	1 000 EUR	50 000 EUR	
17. Location	1 000 EUR	20 000 EUR	750 EUR
18. Contrats d'assurances	1 000 EUR	20 000 EUR	750 EUR
19. Contrats généraux			
- catégories 1 et 2	1 000 EUR	20 000 EUR	750 EUR
- catégories 3 et 4	1 500 EUR	20 000 EUR	750 EUR
- transporteur	1 000 EUR	20 000 EUR	750 EUR

*Art. 2.3.2 Cond.Gén. + Art 9.3

**Art. 2.3.1 Cond. Gén



Protection Juridique

« Sur mesure » Indépendants et Firmes

Art. 9.2. Franchise sur frais externes

Option : moyennant mention sur l'attestation d'assurance, une franchise réelle de 750 EUR est appliquée par cas d'assurance pour les garanties reprises dans la colonne « Franchise réelle » du tableau sus-mentionné. Dès que la D.A.S. s'engage à exposer des frais externes conformément à l'art. 2.1.2. des conditions générales, l'assuré est tenu de lui payer cette franchise, et ce dès sa première demande. Par dérogation à l'art. 8.7. des conditions générales, le montant de la franchise réelle est totalement ou partiellement remboursée à l'assuré à concurrence de l'indemnité de procédure qui lui a été accordée. Le montant de l'indemnité de procédure qui dépasse le montant de la franchise revient à la D.A.S.

Art. 9.3. Gestion administrative

Par dérogation à l'article 2.3.2 de nos conditions générales, pour les cas d'assurances avec un minimum litigieux, la D.A.S. prend uniquement en charge la gestion administrative si la valeur du litige est supérieure à 350 EUR. Cette gestion administrative n'est pas d'application pour la récupération de factures impayées de l'assuré en qualité de créancier.